

Philippot : les vraies raisons de la réforme insensée de l'assurance-chômage, c'est la Commission européenne

écrit par Christine Tasin | 4 mars 2021



Comment comprendre que Macron fasse une réforme de l'assurance chômage en pleine crise économique, en pleine crise Covid ????

Pourquoi il fait ça maintenant ? Parce que c'est une exigence de l'UE dans le cadre du « plan de relance Covid ».

Le 1er juillet, il y aura un nouveau mode de calcul de l'indemnisation des demandeurs d'emploi... précisément au moment où il y aura beaucoup plus de chômeurs en France !!!!!

Environ 840 000 chômeurs (38% des allocataires) vont voir baisser leurs allocations de 20%/. Un vrai scandale.

Ils vont aussi devoir augmenter la durée de travail, passer de 4 à 6 mois de travail pour pouvoir bénéficier du

chômage.

Objectifs du gouvernement : faire des économies, 1 à 1,3 milliard par an...

Or, on a déjà 230 000 suppressions d'emplois au minimum en France en 2021 alors qu'on a déjà gagné plus d'un million de pauvres à cause de la gestion de la crise Covid...

Il faut le dire aux chômeurs, aux futurs chômeurs pour que l'on puisse se battre.

Cf article de l'Usine Nouvelle de février 2019 : *Bruxelles attend la France sur la réforme des retraites et de l'assurance chômage.*

-13 octobre 2014, article du *Point* : *assurance chômage, une réforme pour donner des gages à Bruxelles.* A l'époque, Valls + Macron : on ne pourra pas en rester là (petite réforme de l'assurance chômage), Bruxelles réclame à cor et à cris une réforme de l'assurance chômage, la voici qui revient maintenant.

Pour quoi cela revient maintenant ? Parce qu'il y a le plan de relance qui est sous conditions ! La France va recevoir 39 milliards d'euros (et en rembourser 80, on est vraiment les dindons de la farce) mais sous conditions ! Il faut que Macron donne des gages à Bruxelles pour obtenir ce prêt de 39 milliards !

Cf Marianne : *Bruxelles réclame des réformes structurelles en échange du plan de relance.* Un règlement européen a été voté à Bruxelles le 9 février dernier, qui spécifie tout cela. « *les retraites doivent être discutées* », la France a déjà entamé les discussions avec la commission européenne et notamment, parmi elles, celles sur l'assurance chômage. **La commission européenne peut donc refuser les réformes**

proposées et bloquer l'argent promis, les 39 milliards sur lesquels compte Macron...